

**APPEL À RASSEMBLEMENT \ EN SOUTIEN À MOUSSA CAMARA //
& CONTRE LES ARRESTATIONS / RÉTENTIONS / EXPULSIONS DES PERSONNES EN EXIL**

MARDI LE 12 JUIN À 17H \ Au coin des RUES CANEBIÈRE et ST-FERRÉOL

Vous avez peut-être entendu parler de Moussa Camara, ce jeune homme vivant à Nîmes depuis 2015, arrivé avec un visa de travail qui n'aura pas été renouvelé, arrêté en mars 2018, incarcéré en centre de rétention administrative (CRA) pendant 5 semaines avant d'être expulsé par les autorités françaises. Après une première tentative d'expulsion, la deuxième expulsion, en date du 03 mai, tentée depuis Lyon (!), n'a pas non plus abouti grâce à la détermination de Moussa lui-même qui a lutté pour ne pas monter dans l'avion qui devait le renvoyer vers la torture et/ou la mort. Depuis, il est **détenu en prison à Lyon et doit être jugé ce mardi 12 juin à 14h** pour son refus d'embarquer.

Nous soutenons Moussa Camara dans sa lutte contre son expulsion !

Son cas a fait grand bruit. Suite au relais des réseaux militants et associatifs de la première heure (RESF et AIDES Nîmes), de Nîmes à Lyon en passant par Marseille, et suite à la mobilisation à l'aéroport de Lyon même, l'AFP a confirmé la nouvelle, tous les médias nationaux y ont consacré un article ou un encart, France3 un reportage, les radios en ont parlé, les hashtags ont fleuri et les têtes politiques y sont allées de leur soutien à Moussa.

Selon ces dernières, Moussa, c'est « cet homme homosexuel que la France ne peut expulser », au nom des droits humains et de la République.

ET LES AUTRES ? OUI, LES AUTRES ?

Ibrahim, Houssein, Adam, Sylla, Suleyman, Mohammed, Aboubacar, Abdoulaziz, Mourcel, Nasser, Hamdi, Adama, et aussi Grace, Blessing, Doris, Ourda, Johnson, Estelle, Ruth, Kourouma, Fatou, Khadija, Habiba, Aïcha, Caro, Sabrina, Mariamé, Béatrice, Loveth...

Ils et elles sont des dizaines, des centaines, des milliers en France. Ils et elles sont isolés, en famille, majeurEs, mineurEs, en exil, sans-papiers, dublinés. Ces personnes, aux expériences niées, sont une fois de plus poursuivies, chassées, arrêtées, incarcérées, puis expulsées en Italie et dans leurs pays d'origine.

À Marseille, *a fortiori* depuis deux semaines, la Police procède expressément à des arrestations qui ont tout de rafles : dans les marchés, à la sortie des mosquées pendant le Ramadan, dans la rue, aux bureaux de la Préfecture et commissariats lors des signatures d'assignation à résidence. C'est donc le quotidien routinier des personnes qui est visé, un rythme de vie normale encore menacé.

POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

À l'instar de Moussa, ces personnes demandeuses d'asile, en Procédure Dublin ou non, **se voient systématiquement refusé leur droit -international- à trouver asile et protection dans le pays de leur choix**, France ou autre. La dernière mouture de la loi française sur l'immigration entérine des restrictions sans précédents des droits et libertés des personnes en exil et rappelle la France à son histoire sombre de chasse à l'humain, de collaboration, de repli sur soi, de destruction de la vie.

Cette « Loi asile immigration » du Ministre de l'Intérieur Collomb asseoit encore davantage la politique française d'immigration comme raciste, discriminatoire, répressive et meurtrière.

**NON AUX EXPULSIONS !
Moussa, elles, eux, nous, même combat !**